

# L'Ontario propose un moratoire de deux ans sur les activités d'embouteillage

Dossier de la rédaction de H2o  
November 2016

L'Ontario prend des mesures en vue de protéger les ressources en eau de la province pour les générations à venir en proposant un moratoire de deux ans sur les nouvelles entreprises d'embouteillage qui prennent de l'eau de sources souterraines ainsi que sur les installations qui augmentent leur capacité à cet égard. La province suggère également d'tablir des règles plus strictes pour le renouvellement des permis d'exploitation.

Le moratoire proposé est la première série de mesures que la province entend prendre pour mieux protéger l'eau potable de l'Ontario. Il s'appliquera à toute installation d'embouteillage qui prend de l'eau souterraine et qui doit détenir un permis en vertu de la Loi sur les ressources en eau de l'Ontario. Les règles envisagées feraient passer de dix ans à un maximum de cinq ans la durée des demandes de renouvellement des permis, en plus d'exiger une plus grande transparence publique, de nouvelles directives d'exploitation, des réductions obligatoires sur les permis et les engagements en matière de sécurité et de études scientifiques plus approfondies. Dans le cadre des efforts continus de l'Ontario pour protéger ses ressources en eau, le gouvernement examine également de près la façon dont la tarification et d'autres outils pourraient être utilisés pour contribuer à mieux gérer et à protéger les ressources hydriques de la province. Il fera le point à ce sujet plus tard cet automne. Pendant la durée du moratoire, l'Ontario prévoit en outre d'entreprendre des recherches pour approfondir les connaissances sur les eaux souterraines en Ontario ; de réviser les règles actuelles afin de protéger adéquatement les eaux souterraines pour les générations à venir ; d'obtenir des commentaires du public et une réaction sur le processus actuel de l'Ontario pour la délivrance de permis d'exploitation des eaux souterraines et sur la gestion de cette ressource à l'avenir. "L'eau est essentielle au bien-être et à la force économique de nos collectivités. Compte tenu des changements climatiques, et plus particulièrement des conséquences de la sécurité et de la croissance constante de la population, nous allons travailler avec nos partenaires pour veiller à la protection adéquate de cette ressource vitale", a déclaré Glen R. Murray, ministre de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique.

Les Ontariens peuvent exprimer leur point de vue sur le moratoire de deux ans proposé au moyen du Registre environnemental jusqu'au 1er décembre 2016. Le moratoire proposé entrerait en vigueur à la date de dépôt du règlement.

Environnement Ontario

À